

SELON QUE VOUS SEREZ PUISSANT OU MISERABLE....

Selon qu'il s'agit de répondre aux attentes du Medef ou aux salariés, l'appréciation du niveau de difficulté par le gouvernement ne semble pas le même. Ainsi, sous couvert d'une supposée complexité, l'application du compte pénibilité est reportée séance tenante pour mieux décliner le pacte de responsabilité dans le budget rectificatif de la Sécurité Sociale¹, en gelant les retraites et en s'attaquant à la santé de tous. La politique d'austérité engendre son lot de contraintes budgétaires qui pèsent sur l'action publique, et en définitive sur la population, à commencer par les franges les plus fragiles, quand les agents publics attendent toujours l'annonce de la fin du gel du point d'indice.

Dans ce contexte, il est préoccupant qu'aucun bilan réel ne soit tiré des deux premières conférences sociales : les mesures qui en ont résulté n'ont pas apporté pour les salariés, les jeunes, les chômeurs et les retraités, d'améliorations en matière d'emploi, de pouvoir d'achat, de protection sociale ou encore de développement des services publics.

Le développement de l'emploi dans les universités et les organismes, pointé comme une nécessité impérieuse lors de la réunion plénière du comité national du CNRS du 11 juin 2014², doit faire l'objet d'une réelle priorité gouvernementale

Dans son discours d'ouverture, le Président de la République a totalement occulté les services publics et la Fonction publique. Au-delà des seules questions d'éducation, ils doivent constituer une préoccupation au même niveau que le secteur privé, car ils constituent un atout pour la nécessaire relance de notre pays.

La FSU a interpellé le gouvernement lors des tables rondes aussi bien sur la méthode de « dialogue social » que sur le fond des sujets posés. Constatant un cadre ficelé à l'avance, interdisant de répondre aux enjeux posés par la gravité de la situation ou de préparer l'avenir, la FSU a décidé de quitter la conférence sociale avant son terme.

Dans son discours de clôture, M. Valls a persévéré dans des conclusions préétablies : *"De vos échanges, il ressort une idée simple : les formations doivent être mieux adaptées à l'évolution des emplois et des compétences des entreprises. Pour cela il y a une solution : mieux associer les professionnels à la conception et rénovation des diplômes"*.

Sans surprise, cela suit les déclarations où apprentissage et alternance sont régulièrement présentés comme l'alpha et l'omega de la lutte contre le chômage, sans argumentation, au même titre que l'étaient l'enseignement de l'entrepreneuriat au collège et au lycée (F. Hollande) ou la promotion de l'entrepreneuriat étudiant (G. Fioraso) en avril 2013. Le rôle du système éducatif pour une meilleure insertion professionnelle des jeunes mérite des études et réflexions bien plus approfondies et ne peut se résumer à de telles simplifications.

Le gouvernement doit prendre des mesures concrètes pour rétablir les conditions d'un dialogue social de qualité et de respect mutuel des différents acteurs afin de mener les réformes dont le pays a besoin, pour davantage de justice sociale, d'égalité entre les citoyens et les territoires³, et de progrès social pour toutes et tous. Cela implique notamment des bilans et débats ouverts sur des mesures spécifiques pour l'emploi et la formation des jeunes, des seniors et des décrocheurs, sur le rôle du système éducatif pour une meilleure insertion professionnelle des jeunes, sur le développement des services publics et de la fonction publique, sur l'amélioration des conditions de travail et des salaires des agents de la fonction publique...

La FSU travaille dès maintenant à un rendez-vous intersyndical rapide, dans l'unité la plus large, pour faire face à la situation économique, sociale et environnementale, et relancer maintenant les contacts qui s'imposent afin de construire la mobilisation nécessaire dès la rentrée contre les politiques d'austérité.

¹ Voté à l'Assemblée Nationale le 8 juillet 2014

² Voir pétition

<http://www.change.org/fr/p/C3%A9titions/au-gouvernement-fran%C3%A7ais-l-emploi-scientifique-est-l-investissement-d-avenir-par-excellence>

³ Voir lettre flash à venir (lettre flash n°39) sur le Plan d'Investissement d'Avenir 2

